

LA RUSSIE ET SON « PIVOT » ASIATIQUE

Introduction :	1
La Russie entre Europe et Asie :	2
<i>Historique de la Russie et de son rapport à l'Europe :</i>	<i>2</i>
<i>Historique de la Russie et de son rapport à l'Asie</i>	<i>4</i>
<i>Le rapport de force entre la Chine, les Etats-Unis et la Russie</i>	<i>7</i>
Les relations sino-russes : entre méfiance, défiance et coopération	8
<i>Compétition sur la question du nucléaire</i>	<i>8</i>
<i>Deux projets d'intégration à mutualiser ?</i>	<i>10</i>
<i>L'enjeu pétrolier</i>	<i>12</i>
La Russie comme acteur d'équilibre en Asie	13
<i>Le cas du Vietnam</i>	<i>13</i>
<i>Les relations indo-russes</i>	<i>15</i>
<i>Le défi coréen</i>	<i>16</i>
Conclusion :	16

Plus d'articles disponibles sur notre site : <http://les-yeux-du-monde.fr>



LES YEUX DU MONDE

Introduction :

Le « pivot » asiatique de la Russie est une stratégie diplomatique, qui suit la dégradation des relations entre Moscou et les chancelleries européennes. Cette stratégie s'est amplifiée après la crise ukrainienne de 2014 et les sanctions qui ont suivi. En effet, un grand nombre de contrats pétroliers et gaziers ont été signés avec plusieurs pays asiatiques. Le président russe Vladimir Poutine a mis un point d'honneur à se rapprocher de la Chine pour peser dans le jeu des relations internationales, notamment face aux États-Unis. Les tensions existantes entre Moscou et l'Union européenne sont également au centre de cette manœuvre stratégique.

Le principal différend en termes de vision des relations internationales entre l'Occident (UE et États-Unis) et la Russie se situe autour des sphères d'influence. En effet, à la suite de l'élargissement de l'OTAN au début des années 2000, la Russie a décrété son « étranger proche » comme zone d'influence stratégique primordiale, notamment les six pays qui se trouvent entre elle et les zones UE/OTAN : l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Biélorussie, la Géorgie, la Moldavie et l'Ukraine. Or, il est fondamentalement impossible pour l'Occident d'accorder à la Russie cette sphère de contrôle car les États occidentaux refusent le déterminisme imposé par la notion de zone d'influence. Les pays en question doivent avoir la possibilité de choisir leurs alliances et d'en changer selon les différentes administrations. À l'inverse, cette vision est intenable pour la Russie qui considère la stabilité de cette zone et l'alliance avec les pays précédemment cités, comme vitales pour la sécurité du pays. Ce que souhaite la Russie aujourd'hui, c'est d'en finir avec « l'ordre libéral » d'après-guerre froide, créé sur les décombres de l'Union soviétique. Afin de parvenir à ses fins, le président russe sait qu'il ne faut pas compter sur l'Europe, elle-même au centre de cet ordre libéral. Il se rapproche petit à petit de ses voisins asiatiques et notamment de la Chine.

La situation actuelle interroge Russes et Européens sur les racines de l'héritage politico-culturel russe. Pour comprendre les relations nouées entre les trois entités (Russie, Europe et Asie), il est nécessaire de se plonger dans l'Histoire, du débarquement des Varègues à Pierre le Grand en passant par les invasions tataro-mongoles.

La Russie entre Europe et Asie :

Historique de la Russie et de son rapport à l'Europe :

Aujourd'hui, si l'on regarde une carte du monde, la question du positionnement continental de la Russie apparaît légitime. La Russie européenne couvre une superficie de près de 3 960 000 km², soit un peu moins d'un quart de la superficie totale du territoire russe (17 000 000 km²). En ajoutant les différences de dynamiques politiques actuelles entre la Russie et les États européens, certains remettent en doute « l'européanité » de la Russie. En revanche, si l'on sort de la géographie et de l'actualité, en se référant à l'Histoire, il est possible d'affirmer que la Russie fait partie, non seulement de l'Europe, mais qu'elle en est un Etat clé. Plusieurs passages de l'Histoire permettent d'en attester.

A l'origine, le premier État russe, la Rus' de Kiev, fondé au IX^e siècle par un peuple scandinave, occupait l'actuelle Ukraine, Biélorussie et partie occidentale de la Russie. Son territoire a connu une première expansion jusqu'au XI^e siècle. La Rus' de Kiev sera rebaptisée au début du XIII^e siècle en Grande Principauté de Moscou.

Après l'invasion mongole, toujours au XIII^e siècle, les principautés russes renaissent autour de la Moscovie et de Novgorod. S'en suit une série de conquêtes dans l'Europe orientale, sous la dynastie des Riourikides.

Au XV^e siècle, alors que l'État russe se consolide en interne, Moscou va connaître son premier grand rôle dans l'histoire politico-religieuse de l'Europe. En 1453, Constantinople, la « deuxième Rome » tombe aux mains des Ottomans et avec elle, ce qu'il reste de l'Empire romain d'Orient. Ivan III dit « le Grand », alors grand-prince de Vladimir et de Moscou, se retrouve **à la tête du seul état indépendant orthodoxe et déclare Moscou « troisième Rome »**. Ivan III épouse la princesse Zoé Paléologue, nièce du dernier empereur romain d'Orient : Constantin XI. Catholique, Zoé Paléologue se convertit à l'orthodoxie et prend le prénom de « Sophie ». **Elle offre notamment à Ivan III le titre de « tsar », russification de « César », titre de l'empereur romain, ainsi que le symbole de l'aigle bicéphale.**

Les deux siècles qui suivent, voient naître l'Empire russe, mais aussi deux conflits majeurs entre cet empire et des États européens. Tout d'abord, lorsque la guerre éclate entre polonais et russes (1605-1618), puis lors de la « Grande guerre du Nord » face à l'empire suédois (1700-1721). Si les tensions restent fortes en Europe de l'est et du nord, le tsar Pierre I dit « le Grand » entame un rapprochement inédit avec l'Europe occidentale. Ce rapprochement s'opère dans les domaines politique, scientifique et artistique. L'Empire russe devient un empire européen et comme ultime symbole de ce renouveau, **Pierre le Grand fait construire Saint-Pétersbourg (la ville de Saint-Pierre en allemand) et en fait la nouvelle capitale de l'Empire russe**. Pierre le Grand est considéré par les

historiens comme une figure structurante des relations russo-européennes. Malgré la brutalité de son action, il jouit toujours aujourd'hui d'une étiquette de « despote éclairé ».

Enfin, une troisième période va ancrer la Russie dans l'histoire politique et culturelle du continent européen, celle de la fin du XVIII^e siècle jusqu'au début du XX^e siècle. Cette histoire est liée aux bouleversements politiques en Europe à la suite de la Révolution française (1789). Puis, **l'impératrice Catherine II, comme d'autres dirigeants, ne voit pas d'un bon œil l'hydre jacobine et décide de rompre toutes relations diplomatiques et commerciales avec la France.** Alors que la Terreur prend place en France, Catherine II, « despote éclairée » elle aussi, veut mettre fin aux idées révolutionnaires en Russie, mais aussi en Pologne et offre son soutien aux princes venus de France. Vint ensuite, le temps des guerres napoléoniennes et de la terrible campagne de Russie, qui marque le début de la chute de l'empereur Napoléon I^{er}, autre César. Le tsar Alexandre I^{er} a, quant à lui, une place centrale au congrès de Vienne, cette conférence internationale réunissant les États vainqueurs de Napoléon Bonaparte. C'est à l'occasion de ce congrès qu'est dessiné le « nouvel ordre politique » en Europe et ce, jusqu'au début de la Première Guerre mondiale. La Russie y obtient notamment une grande partie de la Pologne et s'impose comme un des cinq États les plus puissants du continent.

Hormis l'histoire politique, le XIX^e siècle témoigne de l'accroissement des échanges culturels entre la Russie et les autres peuples européens. Les grands auteurs russes voyagent en Europe, ce qui influence leur travail tandis que ces grands écrivains inspirent en retour d'autres auteurs européens. Le point culminant de ces échanges politico-culturels se situe **dans les milieux contestataires du XIX^e siècle jusqu'aux révolutions de 1917.** L'un des exemples historiques de cette période est le penseur anarchiste russe Mikhaïl Bakounine. Ce dernier participa à la commune de Lyon en 1870, sans succès. Exilé en Suisse, il y rédige son œuvre la plus connue *Dieu et l'État*, et y propose les bases du socialisme libertaire, qui va inspirer de nombreux mouvements à l'idéologie similaire dans tous les pays d'Europe. Plus tard, d'autres personnalités politiques russes, comme Lénine, voyagent en Europe afin d'y tisser des réseaux, notamment chez les socialistes. Si les dissidences russes et européennes s'unissent, c'est le cas également du côté des dirigeants, puisque Nicolas II au pouvoir en Russie de 1894 à 1917 et Georges V à la tête du Royaume-Uni entre 1910 et 1936, étaient cousins par leur mère. Elles-mêmes étaient originaires de la famille royale du Danemark.

La révolution d'octobre 1917 et l'édification de l'Union soviétique marquent une rupture avec les États d'Europe de l'Ouest, rupture qui est actée avec la prise de pouvoir par Staline, puis lors de la mise en place du rideau de fer à partir de 1945. Malgré l'éclatement de l'URSS en 1991, la Russie et l'Europe de l'Ouest n'ont pas encore retrouvé cette relation existante au début du XX^e siècle, alors caractérisée par une volonté progressiste commune.

Bien au contraire, le retour du culte religieux en Russie, des valeurs conservatrices qui y sont liées et la volonté d'un rapprochement avec les États d'Asie, démontrent une divergence que les deux camps semblent aujourd'hui incapables de surmonter. **Cette tendance s'est aggravée plusieurs fois depuis la chute de l'URSS.**

Alors que l'Europe et la Russie ont vu l'occasion d'un rapprochement à la suite de l'éclatement du bloc soviétique, les rapports entre les deux blocs se tendent dès la fin des années 1990. Chacun commet vis-à-vis de l'autre, un « fâcheux précédent » empêchant les relations de se stabiliser réellement. **Tout d'abord, l'intervention américano-européenne de l'OTAN en 1999**, contre la République serbe de Yougoslavie, sera interprétée par Moscou comme une violation de la souveraineté et du droit international. Du côté russe, ce sont **les interventions en Géorgie en 2008, puis en Ukraine à partir de 2014**, qui sont dénoncées par l'OTAN, remettant en cause les règles de sécurité en Europe. À cela, s'ajoutent de chaque côté des circonstances aggravantes. D'une part, l'administration russe désapprouve l'extension de l'OTAN à l'est de l'Europe ainsi que les interventions en Irak et en Libye. D'autre part, certains pays européens dénoncent la politique autoritaire intérieure russe, la guerre en Tchétchénie et l'intervention russe en Syrie. Aujourd'hui, la Russie et les autres États européens ne trouvent que peu de points d'accord, ce qui empêche leur rapprochement. **Au contraire, Moscou a trouvé avec plusieurs de ses partenaires asiatiques un objectif commun**, notamment concernant les mesures à mettre en place **pour contrer l'influence des États-Unis**. C'est dans cette dynamique que le gouvernement russe a remis au goût du jour des théories sur la place de la Russie dans le monde, entre l'Europe et l'Asie, pour justifier son Union économique eurasiatique et son rapprochement avec la Chine.

Historique de la Russie et de son rapport à l'Asie

Alors que l'histoire russe est indissociable de l'histoire européenne, comme évoqué plus tôt, peut-on tenir des propos similaires concernant le rapport entre la Russie et l'Asie ?

Rappelons tout d'abord que d'un point de vue uniquement géographique, si l'on parle de « continent », donc de « terres continues » comme le veut son origine latine, il n'y a ni d'Europe, ni d'Asie, mais bien un continent unique : l'Eurasie. Nous pourrions même parler d'Afro-Eurasie, puisque le continent africain est lui-même rattaché à l'Eurasie par le Sinaï égyptien. C'est donc du côté de l'histoire, encore une fois, qu'il est nécessaire de se tourner pour comprendre cette distinction Europe/Asie, qui se crée dans l'antiquité chez les Grecs, puis chez les Romains. Au fil de cette histoire, des frontières vont être définies pour séparer ces deux espaces : à l'est l'Oural, au sud les côtes de la mer Caspienne, le Caucase, la mer Noire, puis le détroit du Bosphore qui sépare aujourd'hui la ville d'Istanbul.

En ce qui concerne la Russie, son histoire avec les peuples asiatiques, qui se trouvent donc au-delà des monts Oural, commence brutalement au XIII^e siècle.

Au XIII^e siècle, alors que la Rus' de Kiev est en train d'éclater, l'armée mongole profite de cette instabilité pour envahir les territoires de la région. **Il faut une vingtaine d'année à l'empire de la Horde d'or pour intégrer la plupart de ces territoires.** Les peuples de la Rus' se soumettent et versent un tribut aux Mongols. Cette situation perdure pendant 150 ans, avant que les Russes menés par Dimitri I^{er} ne remportent la bataille de Koulikovo en 1380. Cette date marque le début du déclin de la Horde d'or jusqu'à la fin du XV^e siècle. Lorsque ce passage de l'Histoire est évoqué en Russie ou ailleurs, le terme de « joug mongol » est souvent utilisé. Si les batailles autour de ces conquêtes sont très violentes, « l'occupation » en tant que telle l'est bien moins. Si l'on prend l'exemple religieux, les Mongols, **étant d'abord chamanistes avant d'adopter l'islam sous la Horde d'or, sont assez tolérants.** Ainsi, ils autorisent la construction de bâtiments chrétiens dans la Rus', et des mariages entre les différentes dynasties de princes et de khans sont organisés.

Au fil des siècles, **plusieurs historiens russes vont revendiquer l'héritage politique et culturel attaché à ces invasions tataro-mongoles.** Un héritage venu de l'est **souvent lié à un rejet de l'Europe.** A la suite des guerres napoléoniennes, un mouvement « eurasiste » naît, porté notamment par l'auteur Karamzine, vise à nier toutes influences européennes. L'image du très européen Pierre le Grand est réinterprétée : si sa passion pour l'Europe est certaine, ses pratiques autoritaires sont héritées du « despotisme oriental » tataro-mongol.

À l'étranger, certaines théories semblables sont portées. C'est le cas notamment de l'amiral français Raoul Castex, qui dans les années 1930 constate une réelle **continuité entre le mode de gouvernance de Gengis Khan et de Staline.** Bien que pertinente, il est cependant nécessaire de conserver du recul vis-à-vis de ces analyses. Le contexte autour de ces appréciations étant à chaque fois lié à une situation de crise entre la Russie et l'Europe occidentale.

La Russie a connu deux grands « rôles » face aux pays asiatiques. Le premier, évoqué plus haut, fut un rôle de force politique dominée, par les Mongols en l'occurrence. Le second est un rôle de force politique dominante face aux peuples d'Asie qui l'entourent. Cette domination débute dès la fin de l'empire de la Horde d'or et du retrait mongol des territoires d'Asie. **C'est entre les XVII^e et XIX^e siècle que le territoire russe s'étirera jusqu'aux confins de l'Asie.** Cette expansion bouleverse la géographie russe, faisant passer la majorité de ses terres du côté asiatique (au-delà de l'Oural). Après la chute de l'URSS, débute dans le domaine des sciences sociales russes un débat sur **le caractère colonial de ces conquêtes, notamment en Asie centrale.** Une question importante pour mieux comprendre les rapports entretenus entre la Russie et les territoires asiatiques.

Ce débat n'est toujours pas clos aujourd'hui et Svetlana Gorshenina dans son texte « *La marginalité du Turkestan colonial russe est-elle une fatalité ou l'Asie centrale post-soviétique entrera-t-elle dans le champ des Post-Studies ?* » résume bien les différents arguments. Contre l'idée de colonies russes, sont avancés les arguments suivants :

« La constatation géographique de la continuité territoriale entre les colonies et la métropole russes, qui contraste avec les possessions transocéaniques des autres puissances (...) un « manque de rentabilité catastrophique » du Turkestan pour la Russie et une modernisation profonde pendant la présence russe, puis soviétique, ce qui permet à présent aux ex-khanats d'Asie centrale de se distinguer nettement de leurs voisins méridionaux, et en particulier de l'Afghanistan. »

S. Gorshenina

Au contraire, ceux qui supportent l'idée d'une histoire coloniale russe considèrent que :

« L'Empire russe a consciemment reproduit en Asie centrale les modèles existants et l'expérience coloniale de l'Europe et a participé sur un pied d'égalité avec l'Angle-terre et la Chine au Grand Jeu pour le partage politique de l'Asie centrale. »

S. Gorshenina

L'enjeu principal autour de cette question est pour les Russes, d'arriver à **conserver l'idée historique que les conquêtes asiatiques russes ont eu un « rôle positif » pour les peuples** de ces régions. Or, catégoriser ce passage de l'histoire aux côtés des autres « colonialismes » européens, dénoncés du temps de l'URSS, remettrait en cause ce statut. Le rôle « positif » de la Russie dans l'histoire de ces territoires d'Asie centrale conquis est devenu un argument majeur pour **conserver de bonnes relations avec les dirigeants de ces États, devenus indépendants depuis 1991.**

L'éclatement du bloc soviétique, puis de l'URSS, a obligé la Russie à revoir ses ambitions régionales, **mettant fin notamment à son mode de gouvernance « impérialiste »**. Pour conserver une position privilégiée vis-à-vis des nouveaux États issus des républiques de l'URSS, la Russie a modifié sa conception des relations extérieures, en utilisant le paradigme de « partenariat ». Ce choix est particulièrement vrai en ce qui concerne les anciennes républiques soviétiques d'Asie centrale que sont le Kazakhstan, l'Ouzbékistan, le Turkménistan, le Tadjikistan et le Kirghizistan. Si l'influence russe a perduré tout au long des années 1990 et 2000, les États-Unis et la Chine ont vite compris l'intérêt géostratégique et économique que représentait la région. Alors que les Américains avait installé une base militaire aérienne à Manas au Kirghizistan (fermée en 2015), la Chine a investi dans la région des sommes colossales pour le

développement de sa nouvelle route de la soie, le projet « One Belt, One Road » (OBOR).

Face à cette double rivalité, la Russie a choisi son camp à la fin des années 2000. Alors que les tensions avec l'Occident sont croissantes depuis le conflit géorgien (2008), Moscou décide de se rapprocher de la Chine au détriment des États-Unis. L'alliance entre les deux puissances obtient un premier succès en 2014, lorsque **le gouvernement kirghiz annonce la fermeture de la base militaire américaine de Manas**. Face à l'implantation chinoise dans la région, la Russie possède encore l'atout migratoire et culturel. En effet, les pays d'Asie centrale utilisent encore beaucoup l'alphabet cyrillique et il y a une forte migration de ces pays vers la Russie. Les populations centrasiatiques représenteraient près de 4,3 millions de travailleurs sur le sol russe.

La Russie s'est donc faite une raison. Au XXI^e siècle, **elle doit partager ses relations politico-économiques en Asie centrale avec la Chine**, car le rapport de force entre ces deux puissances ne joue pas en sa faveur. Refuser l'implantation de la Chine dans cette région entraînerait pour la Russie le risque de perdre la confiance de ses partenaires, acquise ces trois dernières décennies.

Le rapport de force entre la Chine, les Etats-Unis et la Russie

Actuellement en Europe, les deux anciens grands de la guerre froide, la Russie et les États-Unis, rejoint récemment par la Chine, sont au cœur d'un rapport de force de nature géoéconomique, se matérialisant par une volonté d'avoir une influence sur les pays européens, afin que ces derniers agissent dans leurs intérêts.

Depuis sa création, l'Europe est influencée politiquement par les Américains. Ce contrôle s'exerce par des leviers diplomatiques, avec notamment la volonté des Américains que les Européens s'unissent, lors de la proposition du plan Marshall. Cette volonté a donné naissance à l'OECE, l'ancêtre de l'OCDE. Ce sentiment européen d'être redevable auprès de l'Empire américain perdure encore aujourd'hui. En effet, lorsque la Russie voulait regagner les anciens territoires perdus à l'issue des deux guerres mondiales, et a annexé la Crimée en 2014, les États-Unis et l'Europe ont mis en place de nombreuses sanctions économiques sur les produits russes mais également sur leurs propres produits afin de limiter l'influence de la Fédération de Russie.

En outre, depuis 2009, l'UE et les États-Unis négocient un traité de libre-échange, qui semble compromis à cause de la récente élection de Donald Trump. Quant à la Chine, cette dernière gagne progressivement du terrain en Europe en inondant les marchés de produits *Made in China* mais également avec leurs technologies. On assiste donc à un rapprochement commercial entre l'Europe et la Chine.

Les relations sino-russes : entre méfiance, défiance et coopération

Les relations diplomatiques sino-russes datent de 1689 avec la signature du Traité de Nertchinsk¹. Ce premier traité entre la Chine impériale et la Russie tsariste résolvait la question des frontières entre les deux. Par ce traité, la Russie renonçait à l'accès à la mer du Japon, mais établissait des relations commerciales avec la Chine.

Compétition sur la question du nucléaire

Sur le principe, la Russie et la Chine sont toutes deux favorables à la poursuite du désarmement nucléaire, de par leur ratification au TNP en 1968 et en 1995. Toutefois, les volontés nationales semblent dépasser le respect des clauses du TNP² et poussent les deux pays à réadapter leur stratégie nucléaire à cause de leur méfiance mutuelle.

Depuis l'éclatement de l'URSS suivi d'une période difficile pour la Fédération de Russie, Moscou confère une place importante voire centrale aux armes nucléaires dans leur politique de défense, comme en témoigne la déclaration de Nikolai Patrouchev, chef de la sécurité : « *La conservation par la Fédération de Russie du statut de puissance nucléaire capable de réaliser la dissuasion nucléaire d'adversaires potentiels de déclencher une agression contre la Russie et ses alliés [demeurera] la priorité essentielle de notre pays* ».

En effet, le pays, selon le principe de l'« *uti possidetis* » a récupéré l'ensemble de l'arsenal nucléaire de l'empire soviétique. Actuellement, et ce, malgré l'absence de chiffres communiqués officiellement et l'ensemble des traités bilatéraux et internationaux, la Russie posséderait actuellement 7 500 têtes déployées et non déployées, respectant toujours une logique de parité avec les États-Unis. Si en 1993, la doctrine nucléaire russe était fondée sur le droit d'employer l'arme nucléaire en premier, la révision récente de cette doctrine fait de la Russie une puissance faible mais toujours inquiétante sur le plan nucléaire :

« *Je souhaite vous rappeler que la Russie est l'une des plus grandes puissances nucléaires.* »

V. Poutine

Depuis 2012, le développement du nucléaire russe a pris une nouvelle dimension, avec le double pari du levier spatial et nucléaire. Il faut savoir que la structure économique du pays influe grandement sur cette nouvelle orientation

¹ : V. S. Frank. "The Territorial Terms of the Sino-Russian Treaty of Nerchinsk, 1689". The Pacific Historical Review (Août 1947)

² : Traité de Non Prolifération

puisque l'Etat russe est dépendant des matières premières, notamment du pétrole et du gaz puisque 51% de son PIB provient de ces deux ressources³. Un constat frappant s'opère : la balance commerciale du pays est totalement déséquilibrée et, pour remédier à cette situation, Moscou a défini deux nouvelles priorités stratégiques qui ne sont autres que le nucléaire et le spatial. A ce propos, la Russie a mis en place un partenariat stratégique avec les puissances régionales (la Chine et l'Union européenne), et dans le même temps pratique une montée en puissance technologique. En ce qui concerne les partenariats avec les puissances régionales, la Russie s'est tournée vers l'Inde, son allié historique d'un point de vue géostratégique⁴.

« La centrale nucléaire de Kudankulam est construite en régime établi avec l'aide de la Russie. Le premier réacteur a été mis en exploitation. La construction du deuxième réacteur doit débiter dans un proche avenir. Nous venons de signer un document d'une importance principale : Vision stratégique du renforcement de la coopération russo-indienne dans l'utilisation pacifique de l'énergie atomique. Le document définit les projets de construction en Inde de plus de 20 réacteurs nucléaires, la coopération dans la construction des centrales nucléaires de conception russe dans des tiers pays, l'extraction conjointe de l'uranium naturel, la production du combustible nucléaire et le traitement des déchets. Cela pose les bases d'une coopération à long terme qui est en effet mutuellement avantageuse dans le domaine nucléaire. »⁵

V. Poutine

En 2011, le gouvernement a annoncé vouloir investir 70 milliards de dollars dans la modernisation de sa triade nucléaire, ce qui est loin des 200 milliards du côté chinois et des 1 000 milliards américains. Tout cela en assurant la dissuasion de l'adversaire, sous-entendu américain, par l'équilibre de la terreur. A l'été 2016, la Russie a procédé au test d'une nouvelle version du missile « Satan » qui existe depuis les années 1960. Le missile nucléaire « Satan 2 » est le plus puissant jamais conçu puisqu'il serait capable de mettre en pièce un pays de la superficie de la France, et aucune technologie de défense antimissile ne serait en mesure de l'arrêter. Outre sa puissance, il est équipé d'une technologie furtive pour tromper les systèmes radars ennemis.

Deux autres modernisations sont à mettre en avant : tout d'abord, la mise à l'eau le 30 mars 2017 dans la région arctique du dernier sous-marin nucléaire russe du Projet 885 Iassen, équipé de tous les derniers missiles russes pour navires et capable d'assurer des missions de combat dans tous les océans du monde ; puis, la relance de l'ancien programme de trains nucléaires, le programme Barguzin, opérationnel d'ici 2018. Chacun de ces trains, cinq au total, devrait transporter six missiles RS-24 capables chacun d'emporter quatre têtes, cela représente 24 têtes

³ : <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/russie/presentation-de-la-russie/>

⁴ : *Le partenariat indo-russe* (2007), Ronak D. Desai.

⁵ <https://fr.sputniknews.com/actualite/201412121022988177-russie-inde-un-partenariat-strategique/>

thermonucléaires par train capable chacune de rayer une grande ville de la surface du globe.

La Chine possède le deuxième plus important budget militaire, après les États-Unis, ce qui lui confère son statut de deuxième puissance militaire mondiale. Depuis le début de son développement nucléaire, la Chine a décidé de maintenir un lien étroit entre le spatial et le nucléaire comme le prouve la création du programme nucléaire par Qian Xuesen.

Ce dernier a travaillé sur le développement des capacités spatiales et nucléaires chinoise. En 1955, il prêle allégeance au régime chinois et invente le premier programme balistique.

En 1966, deux ans après la première explosion atomique chinoise, il supervise le premier tir d'un missile nucléaire chinois. Finalement, en 1970, il mène avec succès le lancement du premier satellite chinois, le DFH-1. Tout comme la Russie, la Chine ne communique aucune donnée officielle concernant son arsenal nucléaire opérationnel. Si un rapport américain de 2009 évalue le nombre de têtes nucléaires à 250, la Chine en posséderait, en réalité, 3 000. A cela s'ajoute, le réseau de tunnels souterrains communément appelé « la Grande Muraille souterraine », longue de 5 000 kilomètres et destinée au transport d'armes nucléaires spécialisées. En outre, le pays procède également à une modernisation de son arsenal militaire, avec une logique différente de Moscou. Toutefois, le pays mise également sur l'approfondissement du lien entre le spatial et le nucléaire, avec une avance non négligeable sur son voisin russe, se démontrant par la construction d'une station spatiale d'ici 2020. Cette dernière constituera un levier pour le déploiement de la puissance chinoise.

Deux projets d'intégration à mutualiser ?

La Chine et la Russie ont conclu un partenariat stratégique fondé sur six piliers. Dans le domaine énergétique, la Chine et la Russie ont, dans cette optique, conclu une série d'accords, conférant à Moscou le statut de premier fournisseur chinois en matière d'hydrocarbures. D'un point de vue commercial, les deux pays ont l'intention de renforcer leurs échanges, qui devraient approximer les 200 milliards de dollars en 2020. En outre, Pékin est en passe de devenir le principal investisseur dans l'économie russe, et, Vladimir Poutine a soutenu la création d'un fonds d'investissement russo-chinois en yuan. Concernant la haute technologie, les deux États coopèrent dans un large panel de domaines allant de l'aéronautique à l'échange de données satellitaires. Au sein de la Banque des BRICS, Moscou et Pékin ont des objectifs communs puisqu'ils cherchent à lutter contre l'influence des établissements de crédits occidentaux et à remplacer le dollar américain par une autre monnaie. Militairement parlant, la Chine et la Russie se livrent à des exercices militaires conjoints.

En outre, la Russie est le principal fournisseur d'armes de Pékin. Finalement dans le secteur de la diplomatie politique, les deux pays sont des membres permanents du Conseil de sécurité des Nations Unies, où ils travaillent en étroite collaboration. Ainsi, le partenariat sino-russe repose sur des domaines présentant des avantages pour la Russie ou bien pour son voisin chinois.

Située au cœur de l'Eurasie, l'Union économique eurasiatique (UEE) réunit le Belarus, la Russie, l'Arménie, le Kazakhstan et le Kirghizistan depuis le 1^{er} janvier 2015. Cependant, le projet a été constitué officiellement par le traité du 29 mai 2014. L'Union apparaît comme la contrepartie de l'Organisation de Coopération de Shanghai. Des accords d'association ou de partenariat sont actuellement en cours de négociation avec l'Inde, l'Iran, le Vietnam. Sous cette union, se cache l'idée d'unir économiquement le continent eurasiatique et pour Moscou de développer son pan-eurasiste.

La Nouvelle Route de la Soie ou OBOR en anglais comprend une liaison ferroviaire entre la Chine et l'Europe passant par le Kazakhstan, la Russie, la Biélorussie, la Pologne, l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni. Outre l'amélioration de la connectivité ferroviaire, le pendant terrestre du « collier de perles » désigne également la stratégie chinoise de développement pour promouvoir la coopération entre les pays de l'Eurasie. Il s'agirait, pour la Chine, de renforcer sa position sur le plan mondial. Mentionné pour la première fois en 2013, par Xi Jinping, le projet regroupera 68 pays soit 62% du PIB mondial.

L'UEE doit actuellement faire face au projet d'intégration régional de la Chine. Durant le Sommet 2016 de l'OCS (Organisation de Coopération de Shanghai), le président chinois a déclaré vouloir construire une zone de libre échange parmi les membres de l'Organisation. Cette déclaration arrive au même moment que la volonté chinoise de réaliser « la Route et la Ceinture » ou projet OBOR et que le développement de l'Union Economique Eurasiatique (UEE).

Derrière ce projet, la Chine tente de mettre en place sa propre alliance régionale qui pourrait être un véritable avantage dans le domaine commercial. Certains pays de l'OCS sont déjà membres de l'UEE, dominée par la Russie. Cette dernière ne souhaite pas l'émergence du projet chinois, afin de maintenir sa suprématie sur les pays de la région.

Toutefois, si l'UEE signait un partenariat avec la Chine, cela conduirait à un déferlement de produits chinois sur les marchés des pays de l'UEE. La Russie cherche à éviter cette situation qui marquerait la fin de la compétition à l'intérieur de son Union. Actuellement, l'économie russe est stagnante à cause de la chute des prix du pétrole et des sanctions internationales à la suite de l'annexion de la Crimée en 2014. Parallèlement, les besoins de produits peu onéreux au sein des pays membres de l'UEE ont augmenté. Par conséquent, maintenir de bonnes relations avec son voisin chinois s'avère plus que nécessaire pour Moscou. Par exemple, le Kirghizistan importe des produits chinois pour les revendre par la

suite sur le marché eurasiatique avec une valeur ajoutée. Au nom du tarif extérieur commun, l'UEE a augmenté les droits de douanes sur les produits chinois et, par conséquent, le Kirghizistan a perdu une source importante de revenus. Le pays a donc un intérêt important à bâtir une zone de libre-échange avec la Chine.

De leur côté, les Etats membres de l'UEE s'interrogent sur les objectifs réels de cette alliance sachant que l'emprise de Moscou est bel et bien réelle : le pays englobe 86% du PNB total de l'UEE tandis que, le Kazakhstan, situé à la seconde place n'atteint que les 10%. En outre, c'est la Russie elle-même qui prend la plupart des décisions au sein de cette alliance, et, l'exemple le plus frappant concerne le tarif douanier, calculé selon ses propres tarifs, mettant ainsi en péril les économies des autres Etats. Certains experts s'accordent sur le fait que l'UEE crée pour la Russie une série d'opportunités afin de développer ses exportations ainsi que sa présence en Asie centrale.

La difficulté de coopération est accrue par la composition et la nature même des deux structures d'intégration. L'UEE bénéficie, de son côté, des avantages liés à une organisation politiquement et économiquement identifiée dans un cadre légal et administratif, avec des règles précises, déterminées et respectées par ses membres. Tandis que la Nouvelle Route de la Soie, entité pour sa part beaucoup plus floue et plus souple, attachée à une politique de projets, dispose de capacités de financement illimitées. Entre une OBOR présentant une approche de mondialisation continentale et une UEE à vocation régionale, la réussite des projets respectifs repose donc sur un équilibre diplomatique délicat de complémentarité mais également sur une entente concernant les objectifs nationaux respectifs des deux pays.

L'enjeu pétrolier

La Russie dispose de ressources en hydrocarbures de première importance. L'immensité de son territoire, jouxtant les trois zones principales de consommation (l'Europe, l'Asie, l'Amérique du Nord) et la taille de ses entreprises de production et de transport en font potentiellement un acteur majeur du "grand jeu" pétrolier du XXI^e siècle.

La Russie a dépassé l'Arabie saoudite pour devenir en 2016 le premier fournisseur de pétrole brut de la Chine. En effet, Les livraisons de brut russe ont augmenté de près d'un quart par rapport à 2015, à 1,05 million de barils par jour. Toutefois les relations entre les deux pays concernant le pétrole ne sont pas nouvelles : en six ans, la Russie a livré à la Chine 100 millions de tonnes de pétrole via l'oléoduc reliant Skovorodino (Russie) à Mohe (Chine). L'oléoduc Russie-Chine est une branche du système de transport de pétrole russe Sibérie orientale-Pacifique (ou VSTO) destiné à exporter le pétrole de Sibérie occidentale et orientale vers la région Asie-Pacifique. Ce dernier d'une longueur de 1 000 km commence dans la région du fleuve Amour pour se terminer dans la province du

Heilongjiang en Chine. Inauguré en 2010, la première livraison n'a été effectuée que l'année suivante.

Le gaz russe sera également bientôt livré vers la Chine. Dans un contexte de guerre du gaz avec l'Ukraine et d'escalade des sanctions avec les Occidentaux, Vladimir Poutine a lancé, le 1^{er} septembre 2014, la construction du gazoduc « Force de Sibérie » par lequel la Russie va exporter massivement du gaz vers la Chine et rééquilibrer ses échanges commerciaux vers l'Asie. Ce projet fait suite à « l'accord du siècle » signé le 28 mai 2014 entre la compagnie russe, Gazprom, et la China National Petroleum Corporation (CNPC). Le contrat prévoit l'acheminement de 38 milliards de mètres cubes de gaz russe à la Chine sur une période de 30 ans, pour la somme record de 400 milliards de dollars.

La Russie comme acteur d'équilibre en Asie

Si le rapprochement entre la Russie et la Chine concentre aujourd'hui l'attention internationale, l'inégalité du rapport de force entre les deux acteurs oblige Moscou à trouver une position incontournable sur le continent asiatique. Dans cette perspective la Russie souhaite être un acteur d'équilibre notamment entre la Chine et l'Inde, les deux plus grandes puissances régionales. L'objectif est de nouer des relations privilégiées avec Pékin et New Delhi, en sachant que ces deux États sont en concurrence sur de nombreux sujets, géopolitiques ou économiques. La volonté de Moscou est d'atténuer l'influence des États-Unis sur le continent ; une influence qui perdure notamment grâce à cette rivalité entre l'Inde et la Chine. La Russie souhaite également développer ses partenariats économiques avec d'autres États pour accroître son implantation en Asie. Ainsi, Moscou a décidé de renouer avec un partenaire historique : le Vietnam. Autrefois symbole de l'influence soviétique en Asie, la Russie souhaite aujourd'hui en faire un de ses principaux partenaires économiques sur le continent. Les deux Corée sont également dans le viseur de Moscou, qui souhaite être un interlocuteur fiable pour les deux pays. Pour Séoul, la Russie présente l'avantage d'avoir des liens avec Pyongyang et pourrait permettre une désescalade de conflit en cas de crise majeure.

Le cas du Vietnam

Le 21 février 2017, la présidente du Conseil de la Fédération de Russie, Valentina Ivanovna Matvienko, a rencontré la présidente de l'Assemblée nationale du Vietnam, Nguyen Thi Kim Ngan, à Hanoï. La représentante russe a tenu, lors de cet échange, à souligner l'évolution positive des relations entre la Russie et le Vietnam : les dialogues politiques réguliers à tous les niveaux, en particulier au haut niveau, entre les deux organes législatifs ainsi qu'entre les ministères et les organismes se maintiennent.

La bonne santé économique russe dépend principalement de ses exportations de matières premières – pétrole et gaz. En outre, son principal client, l'UE, cherche à présent à diversifier ses fournisseurs pour se détacher de sa dépendance vis-à-vis de Moscou. Cette initiative de diversification européenne a poussé Moscou à chercher de nouveaux marchés pour exporter ses produits. L'Asie est demandeuse d'énergies et se montre moins craintive que l'Europe face à la suprématie russe dans ce secteur. Les besoins énergétiques du Vietnam augmentent. Le PNB annuel du pays a grimpé en moyenne de 6,95% par an depuis 2000, sa consommation de pétrole est passée de 176 000 barils par jour en 2000 à 388 000 en 2012, et cette augmentation devrait se poursuivre de 6% par an jusqu'en 2020. En outre, la consommation de gaz naturel a atteint les trois millions de mètres cubes en 2015 et d'après les prévisions, cette consommation atteindra six millions de mètres cubes en 2020 et 15 millions en 2025 à cause de la forte croissance démographique du pays, entraînant *in extenso* une augmentation des besoins en énergie.

La Russie exporte principalement au Vietnam des réacteurs nucléaires, du pétrole et du gaz. De son côté, le Vietnam surpasse la Russie dans le secteur de l'automobile et exporte donc essentiellement des voitures vers Moscou. En 2016, le Vietnam et l'UEE ont signé un accord de libre-échange ce qui signifie que les produits vietnamiens comme eurasiens bénéficient de droits de douanes ramenés à 0%. Cet accord de libre-échange simplifie les procédures et permet à l'UEE, et plus particulièrement à la Russie, d'économiser environ 40 millions de dollars de droits de douanes au cours de la première année. D'après le contenu actuel de l'accord, le Vietnam réduit de la façon suivante ses tarifs douaniers pour l'UEE :

- De 20% à 0% pour les produits laitiers sans période de transition
- De 10% à 0% pour la mélasse sans période de transition
- De 10% à 0% pour la graine de lin sans période de transition
- De 6% à 0% sur le carbonate de potasse sans période de transition
- De 19% à 0% sur l'essence d'ici 2027
- De 17% à 0% sur les poids lourds d'ici à dix ans.

De plus, l'accord contient une clause spéciale pour la Russie qui pourra être étendue à l'avenir aux autres pays de l'UEE concernant le secteur tertiaire et les constructeurs automobiles. Cela signifie que les entreprises automobiles russes – GAZ, Kamaz et Sollers – pourront réaliser des coentreprises et bénéficier d'un transfert de technologie afin de développer leur propre secteur automobile et ainsi contrôler le segment vertical du marché – de la fourniture de pétrole et de gaz aux automobiles et poids lourds – au sein de l'UEE.

Sur le plan militaire, le colonel-général à la retraite Truong Quang Khanh, décoré de l'ordre de l'Amitié des peuples par le président russe Vladimir Poutine, a déclaré que la Russie joue un rôle majeur dans le renforcement de la capacité défensive du Vietnam, en livrant des armements modernes et en formant du personnel pour l'Armée populaire vietnamienne. Au sujet de l'éducation et de la formation, plus de 50 000 experts militaires vietnamiens ont été formés en Russie, ce qui implique également l'augmentation des bourses d'études aux étudiants vietnamiens. L'année dernière, la Russie a offert 1 000 bourses d'études à des étudiants vietnamiens. Cela montre l'influence de Moscou sur le pays.

Les relations indo-russes

Entre 2006 et 2016, l'Inde était le principal client de l'industrie d'armement russe avec plus de 23 milliards d'achats. Une relation traditionnelle puisque déjà lors de la guerre froide, 70% de l'équipement militaire indien venait d'URSS ; il s'agissait du pourcentage le plus élevé pour un État non communiste. Les relations entre les deux pays ont connu leur apogée sous Leonid Brejnev et Indira Gandhi.

Devenu un partenaire de seconde importance pour la Russie après la dislocation du bloc soviétique, l'Inde intéresse à nouveau Moscou depuis le début des années 2010, et possède aujourd'hui un rôle central dans les relations trilatérales avec la Chine. La coopération entre les trois États est venue de la nécessité commune de transformer le modèle de gouvernance mondiale, en contestant l'ordre hégémonique américain. C'est dans ce but qu'a été créé en 2009 le groupe des « BRIC » (avec le Brésil), rejoint par l'Afrique du Sud en 2011 pour former les « BRICS ».

Cependant, l'Inde reste fidèle à la ligne « multilatérale » adoptée depuis le début des années 2000 et son rapprochement avec Washington. Donald Trump a d'ailleurs déclaré en juin 2017 que les relations entre les deux pays n'avaient jamais été aussi bonnes.

La relation entre Moscou et New Delhi est donc complexe, elle résulte aujourd'hui d'un besoin d'équilibre, de part et d'autre, face aux deux premières puissances mondiales : les États-Unis et la Chine. Ainsi pour l'Inde, il est nécessaire d'avoir de solides relations avec la Russie pour s'immiscer entre Moscou et Pékin dans le cadre des rivalités régionales, notamment dans le projet « One Belt, One Road », auquel l'Inde est un fervent opposant. En parallèle, Moscou a besoin d'une proximité avec New Delhi pour peser face aux États-Unis, que ce soit dans un contexte régional ou mondial. Ainsi, lors du vote de l'ONU visant à sanctionner Moscou pour ses manœuvres en Crimée, l'Inde faisait partie des États qui se sont abstenus.

Les ambitions russes vis-à-vis de l'Inde sont donc d'ordre stratégiques et économiques. Mais, Moscou affiche un intérêt commercial tout aussi important vis-à-vis d'autres États asiatiques comme le Vietnam, le Japon ou la Corée du Sud.

Le défi coréen

Sur le plan économique, la Russie a pris conscience de sa trop grande dépendance aux exportations d'hydrocarbures sur les marchés européens. Depuis le début des années 2010, Moscou a cherché à diversifier ses partenariats, notamment en Asie. En 2016, on peut constater les premiers résultats de cette politique. Dans le top 10 des clients de la Russie, on retrouve quatre pays d'Asie, la Chine (2^e), la Corée du Sud (7^e), suivis du Kazakhstan (8^e) et du Japon (9^e). La Corée du Sud joue aujourd'hui un rôle croissant pour la Russie sur le plan économique. En 2013, les deux pays ont signé une série d'accords bilatéraux concernant une coopération sur les chemins de fers russes et la sidérurgie coréenne.

Le commerce bilatéral russo-sud-coréen dépasse aujourd'hui les 25 milliards de dollars, contre moins de 100 millions de dollars pour le commerce russo-nord-coréen. Au-delà de la dimension économique, la Russie compte jouer un rôle diplomatique de premier plan sur les tensions actuelles entre les deux Corées. La Russie a historiquement soutenu le régime nord-coréen dans sa période soviétique et dialogue aujourd'hui avec les deux parties, à l'instar de la Chine et au contraire des États-Unis. Moscou promeut également une solution bien différente de Washington. Cette solution est diplomatique. En effet, la Russie souhaite mettre en avant la diplomatie intercoréenne et a demandé à la Corée du Sud de ne pas participer aux mesures de sécurité menées par les États-Unis dans la péninsule.

A l'inverse, Washington a toujours prôné une ligne dure, et poursuit l'objectif d'un changement de régime politique à Pyongyang. L'arrivée du nouveau Président sud-coréen Moon Jae-in, soucieux de renouer le dialogue avec la Corée du Nord, constitue dans ce contexte une aubaine pour le Kremlin.

Conclusion :

L'utilisation du terme « pivot asiatique » rappelle la politique de Barack Obama. Cependant, il ne s'agit pas du même type de « pivot », que celui enclenché par les États-Unis en Asie. Ce dernier concernait l'Asie du sud-est, avec notamment, les Philippines et avait pour objectif de contrer l'influence chinoise dans la région. Le pivot asiatique russe se concentre plus sur l'Asie centrale, la Chine et l'Inde et n'a pas pour objectif de limiter l'influence d'un État, mais de développer des partenariats et une situation d'équilibre géopolitique avec les grandes puissances régionales. Ainsi, on ne peut pas réellement parler de concurrence entre les projets russe et américain. Si l'intérêt russe pour l'Asie ne fait pas de doute, il est trop tôt pour avancer un désintérêt total de Moscou pour l'Europe. Enfin, pour le dire avec la chercheuse française Isabelle Facon : « la notion de pivot suppose un changement fondamental d'orientation stratégique. Or **la Russie reste ancrée à l'ouest par nécessité géographique**, puisque les grandes villes russes sont en Europe ».

Bibliographie :

- V. S. Frank. "The Territorial Terms of the Sino-Russian Treaty of Nerchinsk, 1689". The Pacific Historical Review (Août 1947)
- Anita Powell, « BRICS Leaders Optimistic About New Development Bank » [archive], Voice of America
- « L'intégration eurasiatique en perspective », Présentation au séminaire franco-russe par Renaud Bouchard

Et quelques articles de notre site internet qui traite du pivot russe en Asie :

<http://les-yeux-du-monde.fr/actualite/asie-oceanie/29065-chine-et-russie-en-asie-centrale-queelles-rivalites>

<http://les-yeux-du-monde.fr/actualite/europe/25644-le-neo-eurasisme-une-alternative-a-leurope-et-lasie-pour-la-russie>

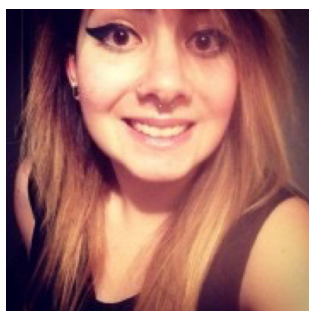
<http://les-yeux-du-monde.fr/actualite/asie-oceanie/28090-lorganisation-de-cooperation-de-shanghai-facteur-de-stabilite-de-lasie-centrale>

<http://les-yeux-du-monde.fr/actualite/europe/russie/29466-lunion-economique-eurasiatique-uee-le-nouvel-empire-russe>

A propos des auteurs...



Fabien Herbert est journaliste. Passionné par les relations internationales et la géopolitique, il se spécialise dans les zones Moyen-Orient et Russie/CEI.



Noémie Moreau est étudiante en master 2 à l'IEP d'Aix en Provence ainsi qu'à SKEMA et à Lyon 3 en Stratégie et Défense. Titulaire d'une maîtrise en Relations Internationales auprès de l'université Lyon 3 Jean Moulin. Elle se passionne pour la Russie, l'histoire de l'URSS et les relations internationales contemporaines dans l'ex-espace soviétique.